



Groupe d'Économie
Solidaire du Québec



COMAX-Estrie



POUR RÉPONDRE À LA CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Université d'été du GESQ en Estrie
Centre d'arts d'Orford
Jeudi 27 et vendredi 28 mai 2010

Un projet collectif de la CDR de l'Estrie, de la Fédération de l'UPA-Estrie,
de COMAX-Estrie et du Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke

Depuis 20 ans, la mondialisation a transformé le contexte économique, social et politique : grandes transitions économiques, politiques, sociales et environnementales, mais aussi explosion de pratiques alternatives un peu partout dans le monde. Les grandes organisations sociales nées ou reconstituées dans l'après-guerre, qui ont façonné le développement, doivent recomposer leur action dans ce nouvel environnement. Le mouvement syndical, le mouvement des agriculteurs, le mouvement coopératif, le mouvement des femmes prennent le virage d'une mondialisation alternative. On assiste aussi à l'émergence de nouveaux réseaux et de nouvelles organisations pour une consommation responsable, un commerce équitable, des entreprises socialement responsables, etc. Les réseaux de développement local se multiplient pendant que l'action collective s'internationalise. Les Forums sociaux à toutes les échelles en sont une éloquente illustration.

La **crise alimentaire** menace tous les pays, mais frappe plus durement les populations du Sud. Nos réponses collectives proposent de revoir les modèles de développement en fonction de **la souveraineté alimentaire**.

Quelles actions sont porteuses d'avenir dans une perspective de solidarité internationale? Nous avons à relever le défi d'inventer des alternatives durables, de partager nos acquis et de soutenir activement les paysans du Sud et les stratégies qu'ils développent.

L'Université d'été du GESQ, se veut un espace de réflexion collective sur ces nouveaux enjeux dans une perspective Nord-Sud. En Estrie, nous souhaitons réunir les leaders des différentes organisations pour réfléchir sur une dimension capitale de la crise globale que nous traversons.



Programme provisoire
Conférenciers à confirmer

René Lachapelle, président du GESQ

Le jeudi 27 mai 2010

9 : 00 h Mot d'ouverture de René Lachapelle, président du GESQ

Mot de bienvenue de bienvenue de Maurice Bernier, président de la CRÉ de l'Estrie

Présentation de l'Université d'été par Janvier Cliche du comité organisateur estrien

*Les crises alimentaire, climatique, énergétique et financière sont bel et bien les symptômes de l'échec du modèle actuel de développement et l'expression d'enjeux communs au Nord comme au Sud. Une des grandes ruptures qui s'impose, c'est celle du modèle de production pratiqué depuis la moitié du 20^e siècle. La fin prévisible et mesurée des matières premières non renouvelables, la destruction des écosystèmes et de la ressource essentielle qu'est l'eau, et l'impasse du modèle actuel de production agricole nous placent devant un monde qui rétrécit à grande vitesse. L'**agriculture** est un révélateur par excellence de cette dynamique qui affecte le local et le mondial.*

À Genève où se déroulaient les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à l'été 2008, l'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA) a vite vu venir la remise en cause de la gestion de l'offre (GO) au Québec et au Canada. La GO est la clé de voûte d'un système bâti pendant 50 ans par les agriculteurs et les gouvernements pour assurer un revenu équitable aux producteurs et des prix raisonnables aux consommateurs. Les enjeux locaux sont aussi mondiaux et les enjeux mondiaux nous touchent à l'échelle locale.

« Dans les années 1970, au Québec, les solutions émanant des défis et des enjeux agricoles prennent leurs sources sur notre territoire et le ministre de l'Agriculture est actif dans le dossier. Dans les années 1980, lorsque survient un problème, le plus souvent, on peut trouver une réponse à Ottawa, auprès d'un ministre qui avait les moyens de partager ses vues avec ses homologues des provinces. Depuis les années 1990, lorsque nous rencontrons le ministre fédéral de l'Agriculture, il est entouré d'une cohorte de fonctionnaires qui s'emploient à lui rappeler que les décisions se prennent à Genève par d'autres fonctionnaires, internationaux cette fois, qui ne connaissent rien de l'agriculture autrement que par des statistiques s'appuyant sur les moyennes de la géographie politico-agricole. »

André Beaudoin, secrétaire général, UPA-DI, Conférence internationale de Gatineau, septembre 2008.

Selon un rapport rendu public le 23 septembre par la FAO, 37 pays sont menacés de crise alimentaire. La production alimentaire mondiale devra augmenter de 70 % pour nourrir 2,3 milliards de personnes de plus d'ici 2050, et ce, dans un contexte où il faut, d'ores et déjà, intensifier la lutte contre la pauvreté et la faim et utiliser plus efficacement les ressources naturelles.

Environ 70 % de la population mondiale vivra dans les villes ou les régions urbaines à l'horizon 2050, une augmentation de 49 %. Bien qu'on estime que l'augmentation de la production sera obtenue à 90 % de rendement plus élevé et de l'accroissement de l'intensité culturale, les terres arables devront augmenter.

La FAO préconise un accroissement des investissements dans l'agriculture primaire d'environ 60 % et en fait une priorité absolue, car l'agriculture ne produit pas seulement de la nourriture, mais crée également des revenus et soutient les moyens d'existence ruraux

Le mouvement coopératif, le mouvement syndical, le mouvement des femmes, le mouvement paysan, le mouvement communautaire, le mouvement de la consommation responsable au Québec et dans le monde doivent renouveler leurs stratégies à la fois au plan local et au plan international. Il en va des propres intérêts de leurs membres aussi bien que des impératifs d'une solidarité internationale sans laquelle les initiatives locales ont peu d'avenir. Nos organisations sont de puissants leviers collectifs de développement qui ne relèvent ni de la logique strictement marchande ni de la logique du seul service public, mais de l'intérêt général.

9 : 20 h Conférence d'ouverture

Diagnostic des enjeux pour l'agriculture et l'alimentation

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, C'EST D'ABORD NOURRIR NOTRE MONDE !

« Par souveraineté alimentaire, on entend le droit des peuples à définir leur propre politique alimentaire et agricole; à protéger et à réglementer la production et les échanges agricoles nationaux de manière à atteindre des objectifs de développement durable; à déterminer leur degré d'autonomie alimentaire et à

éliminer le dumping sur leurs marchés. La souveraineté alimentaire ne va pas à l'encontre du commerce dans la mesure où ce dernier est subordonné au droit des peuples à une production agricole et alimentaire locale, saine et écologique, réalisée dans des conditions équitables qui respectent le droit de tous les partenaires à des conditions de travail et de rémunération décentes. »

Coalition québécoise pour la souveraineté alimentaire, *Déclaration commune signée lors du Rendez-vous québécois pour la souveraineté alimentaire*, 7 décembre 2007

François Bourassa, président de la Fédération de l'UPA-Estrie, *Le point de vue de l'UPA*

Via Campesina, *Le point de vue d'agriculteurs d'Amérique latine*

Claire Bolduc, Solidarité rurale Québec, *Occuper le territoire pour nourrir notre monde*

10 : 00 h Période de questions et d'échanges

10 : 30 h Pause santé

10 : 45 h **Premier atelier**

La souveraineté alimentaire, enjeux et pistes de solution

Frédéric Paré, coordonnateur de la Coalition pour la souveraineté alimentaire, *La souveraineté alimentaire pour assurer la sécurité alimentaire*

Invitée d'Amérique latine à identifier

Adama Koné, agent de développement de l'Association Kilabo (Mali), *Renforcer l'action paysanne pour la souveraineté alimentaire*

Elsa Beaulieu, Marche mondiale des femmes, *La souveraineté alimentaire, un enjeu de premier ordre pour les femmes*

11 : 30 h Période de questions et d'échanges

12 : 15 h Dîner

13 : 30 h **Atelier 2**

Répondre localement aux enjeux mondiaux

Les coopératives, les organisations de producteurs agricoles, les syndicats, les organisations de solidarité internationale se distinguent parce qu'elles reposent sur des structures solidaires qui permettent l'exercice d'une citoyenneté active. Mais surtout, elles peuvent ensemble constituer un mouvement lorsqu'elles savent forger des alliances durables entre elles et avec d'autres acteurs sociaux. Elles sont alors porteuses d'un projet de société démocratique et solidaire aujourd'hui requis pour un développement durable. Ce sont nos meilleurs atouts pour faire face à cette crise aux multiples facettes. C'est ici que se présente toute la pertinence de faire front commun pour faire progresser la souveraineté alimentaire ici comme au Sud. Comment cette convergence se réalise-t-elle en Estrie? Comment se réalise-t-elle au Sud? Comment peut-elle émerger à l'échelle du monde?

François Bourassa, président de la Fédération de l'UPA-Estrie, *La gestion de l'offre dans la production laitière*

Jacques Lambert, Corporation des services regroupés de l'Estrie (CSRE), *L'approvisionnement durable*

Représentante, Marché de solidarité des AmiEs de la Terre, *Rendre accessible la production locale*

14 : 15 h Période de questions et échanges

14 : 45 h Pause santé

15 : 15 h Conférence

L'aide publique internationale et la participation du public québécois

La faim et le profit : une analyse de la crise du système alimentaire au Sud

Paul Cliche, Développement et Paix

15 : 45 h Période de questions et d'échanges

16 : 00 h Ajournement

Activité culturelle



Le vendredi 28 mai 2010

9 : 00 h Atelier 3

Commerce équitable et agriculture soutenue par la communauté : des alternatives viables ?

Y a-t-il des alternatives à la marchandisation des aliments ? Le commerce équitable peut-il faire évoluer les règles de marchés qui ne prennent pas en compte la dimension humaine de l'alimentation ? Favoriser l'amélioration des conditions des producteurs, réduire la spéculation sur les denrées de base de l'alimentation, consommer solidaire : les mots renvoient-ils à la réalité ? Développer des marchés durables en soutenant la consommation locale et l'échange direct entre les producteurs et les consommateurs, est-ce accessible ? À quelles conditions ces nouvelles pratiques peuvent-elles susciter des alternatives viables pour répondre aux besoins alimentaires ?

Jean-Frédéric Lemay, Équiterre, *L'agriculture soutenue par la communauté*

Productrice participante au programme *Agriculture soutenue par la communauté*

Christian Guillot, Carrefour de solidarité internationale, *Les systèmes de garantie participatifs*

Véronique Bisailon, coordonnatrice à la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable – UQÀM, *Le commerce équitable comme mouvement de transformation*

9 : 45 h Période de questions et d'échanges

10 : 30 h Atelier 4

La solidarité internationale : quelle coopération Nord-Sud face à l'enjeu alimentaire ?

Du local au mondial, les enjeux se rejoignent, mais les États nationaux demeurent encore les principaux régulateurs de l'économie. Au Nord comme au Sud, la capacité des mouvements d'influencer les politiques dans le sens des intérêts communs demeure une clé majeure du changement. Les organisations de la société civile doivent avoir les moyens de s'exprimer. Les moyens au Nord sont nettement plus considérables et l'un des principaux défis de nos organisations de solidarité c'est de faire en sorte que les sociétés civiles du Sud aient elles aussi les moyens d'agir.

Il y a aujourd'hui, à des degrés variables au Sud comme au Nord, , une volonté politique, de reconstruire les régulations économiques et sociales pour contraindre les multinationales, favoriser la souveraineté alimentaire, développer les marchés intérieurs, bref, prendre le virage du développement social pour conjurer les catastrophes écologiques. À l'heure où la mondialisation s'accélère, où les pouvoirs des États tendent à s'effriter et les multinationales à s'affranchir encore plus aisément des régulations nationales, de nouveaux acteurs de développement stimulent l'organisation des communautés locales dans les associations de quartiers, les regroupements villageois, les associations de producteurs, les associations de femmes, les associations de jeunes, les réseaux coopératifs, etc. Dans une perspective de développement durable et solidaire des territoires, leurs actions innovent et préparent des alternatives. Des organisations de coopération internationale (OCI) sont très actives dans ce type de travail de plus en plus en synergie avec les syndicats, les organisations de producteurs agricoles et le mouvement coopératif.

Réjean Lantagne, SOCODEVI : *Le mouvement coopératif québécois et la solidarité avec le Sud sur l'enjeu alimentaire*

Marco Labrie, directeur général du CSI de Sherbrooke, et Adama Koné, agent de développement association Kilabo (Mali), *L'expérience du CSI et de Kilabo, vingt ans de solidarité*

Invitée d'Amérique latine, partenaire de Développement et Paix

André Beaudoin, secrétaire général de l'UPA-DI, *L'UPA-DI en Afrique de l'Ouest*

11 : 30 h Période de questions et d'échanges

12 : 00 h Clôture de l'événement

René Lachapelle, président du GESQ, *Une première synthèse et une invitation au Forum social mondial de Dakar en janvier 2011*

Louis Favreau, Chaire de recherche du Canada en développement des communautés – UQO / GESQ, *Invitation à la conférence internationale organisée par le CQCM et l'ARUC-DTC, 23-24 septembre 2010*

Janvier Cliche, comité organisateur, *Le mot de la fin*

12 : 30 h Fin de l'Université d'été



Pour aller plus loin

Quelques références

Développement et Paix (2008), *La faim et le profit: crise du système alimentaire*, D&P, Montréal.

Doucet, C. et L. Favreau (2008), *Organisations de producteurs agricoles et de paysans dans le monde. La Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA)*. ARUC-ISDC, UQO, Gatineau

Brunel, Sylvie (2009), *Nourrir le monde. Vaincre la faim*. Éd. Larousse, Paris.

Carfantan, J-Y. (2009), *Le choc alimentaire mondial. Ce qui nous attend demain*, Ed. A.Michel, Paris.

Favreau Louis, Lucie Fréchette et René Lachapelle (2008), *Coopération Nord-Sud et développement, le défi de la réciprocité*. Ed. des PUQ, Québec.

FIPA. *Agriculteurs du monde*. Bulletin de la FIPA, Genève.

FIPA (2008). «La crise alimentaire mondiale : les solutions des agriculteurs». Projet de déclaration du 38^e congrès mondial des agriculteurs à Varsovie, FIPA, 4 pages, <http://www.ifap.org/>

Maé Maé (2008 et 2009). *Bulletin Maé Maé*. UPA-DI, Longueuil.

ROPPA (2008). *Déclaration de la Plateforme Panafricaine des organisations paysannes*. Addis-Ababa, Ethiopie, le 23 Mai 2008, site Internet du ROPPA, <http://www.roppa.info/spip.php?article115>

Sites Internet à consulter

AgriCord

<http://www.agricord.org/>

Fédération internationale des producteurs agricoles

<http://www.ifap.org/>

Réseaux des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'ouest

<http://www.roppa.info/>

UPA Développement international

<http://www.upadi-agri.org/>

Sites des organisations partenaires de l'université d'été

GESQ

<http://www.uqo.ca/ries2001/gesq/>

Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke

<http://www.csisher.com/>

Coopérative de développement régional de l'Estrie (CDR)

<http://www.cdre.fcdrq.coop/>

Fédération estrienne de l'UPA

<http://www.upa.qc.ca/>

CSN, Comité de solidarité internationale de l'Estrie

<http://www.csn.qc.ca/web/international/cooperation-internationale>